

# Iran : Crise au sommet sur fond de crise sociale

jeudi 15 décembre 2011, par [FARAHANY Behrouz](#) (Date de rédaction antérieure : 17 décembre 2011).

**Même si les media en parlent peu, l'Iran n'est pas à l'écart des soubresauts qui traversent le Moyen-Orient.**

Sommaire

- [Une montée des luttes sociales](#)
  - [Des tensions importantes \(...\)](#)
- 

## Une situation économique et sociale catastrophique

Il y a environ un an a été mis en place une réforme des subventions aux produits de première nécessité, dans la droite ligne des dogmes néolibéraux du FMI. Résultat, les prix ont explosés et le niveau de vie des salariés a un peu plus chuté.

Ce phénomène ne s'est pas réellement vu atténuée par les tentatives du gouvernement d'Ahmadinéjad d'amortir la chute en étalant sur 5 ans les suppressions des subventions sur l'essence, le gazole, le sucre, le blé, le riz, le lait, l'eau et électricité, ainsi qu'en en distribuant des aides monétaires aux couches les plus défavorisées. Il voulait ainsi éviter des « émeutes de faim » semblables à ce qui s'est passé partout dans le Tiers Monde. Ces aides devaient couvrir 50 % à 70 % des augmentations des denrées et commodités de bases.

Mais comme prévu, l'inflation galopante n'a fait qu'une bouchée de ces aides, et des centaines de milliers de familles sont passé de pauvreté à misère. Le chômage a en effet continué à grimper, même d'après les chiffres officiels. Depuis 3 ans le gouvernement d'Ahmadinéjad a en effet changé les critères de comptabilisation des chômeurs : désormais quelqu'un qui n'a pas de travail fixe mais qui a travaillé une heure par semaine est considéré comme salarié et non pas comme chômeur.

Cependant, même avec cette nouvelle modalité d'évaluation, les chiffres officiels du chômage ont atteint les 14,5 % cet été. Ils se situent en réalité autour de 20-25 %, selon les calculs d'économistes indépendants. Il faut noter que Ahmadinéjad a pratiquement fermé l'office d'Etat des statistiques et interdit à quiconque de publier des chiffres macroéconomiques.

Il faut signaler que tous les économistes néolibéraux iraniens qu'ils soient résidents d'Iran ou à l'étranger, ont soutenu cette réforme. De plus, peu après le lancement du programme, le gouvernement iranien a reçu, en août 2011, les félicitations du FMI (à l'instar d'anciens dirigeants qui n'étaient autres que Moubarak et Ben Ali !).

Il faut ajouter à cela l'impact des sanctions unilatérales des États-Unis et de l'Europe qui coupe

l'accès du pays au circuit de crédit, et empêche les grandes sociétés industrielles et agroalimentaires de s'approvisionner en produits semi-finis, pièces détachées nécessaires au fonctionnement de l'outil industriel et autres fournitures industrielles indispensables. Il en résulte un délabrement du tissu économique-industriel, avec une exception pour l'industrie militaire qui, avec un budget dépassant le quart du budget national, ne subit pratiquement aucune restriction.

## **Une montée des luttes sociales**

Comme l'on pouvait s'y attendre, les travailleurs et autres salariés iraniens sont entrés en résistance, et une vague ininterrompue des grèves et protestations secoue le pays. La grande grève des travailleurs de la pétrochimie ne constitue que la partie visible de l'iceberg, perçue à l'extérieur de l'Iran. Les syndicalistes iraniens ont jusqu'à présent payé, et paient toujours un lourd tribut dans ces batailles. Les arrestations de syndicalistes se multiplient et la tactique de harcèlement qui consiste à arrêter un militant et à ne le libérer que contre une caution démesurée, provoque des dommages financiers considérables et rend la vie impossible à leurs familles. Néanmoins, le nombre des grèves et manifestations de protestations n'a jamais été si élevé que ces derniers temps.

Signalons qu'une campagne internationale de soutien est actuellement en cours en faveur du syndicaliste Réza Shahabi, en prison depuis plus de 19 mois. Il a besoin le plus rapidement possible, d'une opération chirurgicale, sous peine de devenir paralysé, ou même de perdre la vie. Une pétition en ligne est notamment disponible sur le site [www.amnesty.org.uk](http://www.amnesty.org.uk)

## **Des tensions importantes au sommet de l'Etat**

L'épisode de l'occupation de l'ambassade britannique est révélatrice de la profonde division qui, une fois de plus, existe au sommet de la république islamique d'Iran.

En réalité, les événements ont infirmé les prédictions de ceux qui clamaient haut et fort « le succès » remporté par le régime islamique dans sa politique d'étouffement du mouvement de protestation post-électoral, en 2009-2010, via une répression farouche et tous azimut.

Une lutte de pouvoir sans merci est engagée entre différentes factions.

- Le cercle proche de l'ayatollah Ali Khamenei, qui était uni contre le mouvement des réformateurs mené par Moussavi et Karoubi (actuellement en résidence surveillée, et coupés du monde extérieur) a volé en éclats, suite à la politique menée par Ahmadinejad et de ses proches. Ce bloc, dit « des Principalistes », qui se veut garant des principes fondateurs de la république islamique et surtout du principe du règne absolu du Guide Suprême (Vélayat-é-Faghih) s'est divisé d'abord en deux, puis peu après en plusieurs sous-fractions incapables de former un bloc suffisamment uni en vue des élections législatives de l'année prochaine.

Des élections déjà boycottées par la quasi totalité de l'opposition, et même des réformateurs proches de l'ex-président Khatami, même si Khatami lui-même continue d'envoyer des signaux contradictoires.

- Les conflits entre le Majlès, « Parlement Islamique » contrôlé par la fraction dure des Principalistes menée par Larijani et son frère, chef du pouvoir judiciaire, se multiplient. Et cela, qu'il s'agisse de délibérer sur les nominations des ministres ou de voter les propositions émanant du gouvernement. D'autre part, les arrestations des proches d'Ahmadinejad sur base de diverses accusations de corruption, fraude fiscale et même d'abus du pouvoir font la une des journaux !

- Paradoxalement, Ahmadinéjad tente jouer le rôle de « réformateur de l'intérieur » et, par ce biais, compte attirer une partie des protestataires légalistes et d'autres tendances proches des revendications du mouvement vert pro-Moussavi. Ses propos sur une « approche iranienne » de la lecture de l'Islam, ou ses diatribes contre ceux qui dérangent la vie privée des « gens ordinaires » vont tous dans ce sens.

Après avoir volé les élections de juin 2009 et écrasé le mouvement de masse avec une brutalité extrême, Ahmadinéjad tente maintenant d'usurper le mouvement de grogne des iraniens contre le système islamique, et compte pour cela sur une partie de l'appareil répressif, des technocrates et les déçus du Mouvement vert. Mais cette démarche n'aura pour conséquence que d'amplifier d'autant plus la crise déjà sérieuse au sommet du pouvoir.

**Behrooz Farahany**, militant de SSTI (Solidarité socialiste avec les travailleurs iraniens [[1](#)])

---

**P.-S.**

\* Version longue de l'article paru dans « Tout est à nous » du 15 décembre 2011.

---

## Notes

[1] [www.iran-echo.com](http://www.iran-echo.com)